



Document scanné novembre 2008

- Original disponible au greffe -

**C O M M U N E   D E   R O P R A Z**

**REGLEMENT SUR L'EVACUATION ET  
L'EPURATION DES EAUX**

**COMMUNE DE ROPRAZ**

**REGLEMENT SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX**

---

**I. DISPOSITIONS GENERALES**

**Objet - Bases légales**      **Article premier.-** Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.

Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.

**Planification**      **Art. 2.-** La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan à long terme des canalisations publiques (PALT), soumis à l'approbation du Département des travaux publics, de l'aménagement et des transports (ci-après : le Département) par l'intermédiaire du Service des eaux et de la protection de l'environnement (ci-après : SEPE).

**Périmètre du réseau d'égouts**      **Art. 3.-** Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.

Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits "raccordables" par opposition aux fonds "non raccordable", sis à l'extérieur dudit périmètre.

**Système séparatif**      **Art. 4.-** Les équipements publics et privés d'évacuation des eaux sont conçus selon le système séparatif, les eaux usées étant collectées et évacuées séparément des eaux claires.

Sont notamment considérées comme eaux claires :

- les eaux de sources et de cours d'eau;
- les eaux de fontaines;
- les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;
- les eaux de drainage;
- les trop-pleins de réservoirs;
- les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc).

Dans la mesure où les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires sont infiltrées; dans le cas contraire, elles sont évacuées via les équipements privés et publics.

**Champ  
d'application**

**Art. 5.-** Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtées par le Département et par les articles 21, 22 et 28, al. 3, ci-après.

**II. EQUIPEMENT PUBLIC**

**Définition**

**Art. 6.-** L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux en provenance des fonds raccordables.

Il est constitué :

- a) d'un équipement de base comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les collecteurs de transport, en principe hors zone constructible;
- b) d'un équipement général comprenant les collecteurs de concentration et leurs annexes, en principe en zone constructible;
- c) d'un équipement de raccordement comprenant les collecteurs destinés à relier les divers bien-fonds à l'équipement.

**Propriété -  
Responsabilité**

**Art. 7.-** La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration; elle pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

**Construction**      **Art. 8.-** La construction de l'équipement public est opérée conformément au PALT; elle fait l'objet de plans d'exécution, soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

**Droit de passage**      **Art. 9.-** La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et à l'entretien des installations publiques.

### **III. EQUIPEMENT PRIVE**

**Définition**      **Art. 10.-** L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public.

Le cas échéant, les installations de prétraitement font également partie de l'équipement privé.

**Propriété - Responsabilité**      **Art. 11.-** L'équipement privé appartient au propriétaire; ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

**Droit de passage**      **Art. 12.-** Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fond d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.

Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du Service cantonal ou communal compétent.

**Construction**      **Art. 13.-** Les équipements privés sont construits, dans le respect des normes professionnelles et des prescriptions techniques du présent règlement (Chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

**Obligation de raccorder** Art. 14.- Les eaux usées et les eaux claires des bâtiments susceptibles d'être raccordés à l'équipement public doivent être conduites à un point de raccordement fixé par la Municipalité.

**Contrôle municipal** Art. 15.- La Municipalité fixe pour le surplus les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour la vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression.

**Reprise** Art. 16.- Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise; en cas de désaccord, pour un prix fixé à dire d'expert.

**Adaptation au système séparatif** Art. 17.- Les propriétaires d'équipements privés établis en système unitaire lors de l'entrée en vigueur du règlement sont tenus d'installer, à leur frais, le système séparatif au fur et à mesure de la construction des collecteurs publics en système séparatif; le cas échéant, dans un délai raisonnable fixé par la Municipalité.

#### IV. PROCEDURE D'AUTORISATION

**Demande d'autorisation** Art. 18.- Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente à la Municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, tranchées, chambres de visite, séparateurs, etc.). Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder aux constatations de la bienfaisance des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ces frais.

Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérage, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

**Eaux industrielles ou artisanales** Art. 19.- Les entreprises industrielles et artisanales doivent solliciter du Département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit, ou non, déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront au Département (SEPE), par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

**Transformation ou agrandissement** Art. 20.- En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

**Déversement des eaux usées épurées dans les eaux publiques** Art. 21.- A l'échéance du délai légal d'enquête, la Municipalité transmet au Département, avec son préavis, la demande d'autorisation de déverser, par une canalisation privée, les eaux usées épurées dans les eaux publiques. Elle joint à sa demande le dossier d'enquête complet. La demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum en 3 exemplaires, extrait du plan cadastral, et du questionnaire ad'hoc établi par le Département (SEPE).

**Déversement des eaux épurées dans le sous-sol** Art. 22.- Le déversement des eaux épurées dans le sous-sol par tranchée absorbante est soumis aux mêmes formalités prévues à l'article 21. Le dossier présenté est cependant complété par une carte au 1:25'000, sur laquelle sont situées la fosse et la tranchée absorbante.

Sous réserve des conditions hydrogéologiques locales et des conditions techniques, les eaux claires peuvent être déversées dans le sous-sol sur autorisation du Département.

*Le propriétaire reste cependant seul responsable des dégâts et nuisances pouvant être provoqués par ce mode de déversement.*

**Conditions**

**Art. 23.-** *Le Département fixe les conditions du déversement des eaux épurées et claires dans les eaux publiques et dans le sous-sol.*

**Octroi du permis de construire**

**Art. 24.-** *La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire dans les cas prévus aux articles 21 et 22 avant l'octroi de l'autorisation du Département.*

**V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

**Construction**

**Art. 25.-** *Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité. Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celle des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.*

**Conditions techniques**

**Art. 26.-** *Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur lors du raccordement.*

*Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.*

*Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.*

*La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.*

*Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées.*

**Raccordement**

**Art. 27.-** *Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public.*

Le raccordement doit s'effectuer par-dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

**Eaux pluviales**

Art. 28.- En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surface doivent être récoltées, infiltrées ou conduites aux canalisations privées des eaux claires ou directement au collecteur public à un point fixé par la Municipalité.

Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.

Les eaux claires des bâtiments pourvus d'une installation particulière d'épuration (fosse + tranchée) ne sont pas raccordées à cette installation. Elles sont infiltrées ou évacuées indépendamment.

**Prétraitement**

Art. 29.- Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre sur les installations collectives d'épuration sont tenus de construire à leurs frais une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du Département (SEPE).

En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

**Artisanat et industrie**

Art. 30.- Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux usées provenant d'exploitation artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps à celles exigées par l'Ordonnance fédérale sur le déversement des eaux usées, ainsi qu'aux prescriptions particulières établies par le Département (SEPE).

Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

La Municipalité ou le Département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant d'établissements ou de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. La Municipalité prescrit en accord avec le Département, les mesures éventuelles à prendre.

**Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)**

**Art. 31.-** Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et au Département (SEPE). Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

**Contrôle des rejets (artisanat et industrie)**

**Art. 32.-** La Municipalité peut en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande de la Municipalité, l'exploitant peut être tenu de présenter, une fois par an, un rapport de conformité aux Lois et Ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets. La Municipalité en informe le Département (SEPE).

**Cuisines collectives et restaurants**

**Art. 33.-** Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un dépotoir primaire et un séparateur de graisses, dont les dimensions sont déterminées sur la base des prescriptions du Département (SEPE). Les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

**Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries et places de lavage**

**Art. 34.-** Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées par des installations homologuées. Les prescriptions du Département (SEPE) en matière de mesures d'assainissement ainsi que les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

**Garages privés**

**Art. 35.-** Trois cas sont à considérer :

a) **l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement** : le radier doit être étanche et incliné en direction de l'intérieur, de manière judicieuse, pour récolter les eaux résiduaires dans un puisard étanche. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être déversées dans le collecteur public des eaux claires.

- b) l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement : les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la Municipalité.
- c) la grille extérieure, récoltant les eaux pluviales et la grille intérieure sont raccordées sur la même canalisation : les eaux résiduaires doivent être traitées par un séparateur d'huile et d'essence conforme aux directives de l'Association suisse des professionnels de l'épuration des eaux (A.S.P.E.E.) avant d'être déversées dans le collecteur public des eaux claires.

#### **Piscines**

**Art. 36.-** La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine avec des produits chimiques sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.

Les prescriptions du Département (SEPE) doivent être respectées.

#### **Contrôles et vidanges**

**Art. 37.-** La Municipalité contrôle la construction, le bon fonctionnement et la vidange régulière des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, des séparateurs d'huiles et d'essence, ainsi que les séparateurs de graisses; elle détermine la fréquence des vidanges (au minimum une fois par an) en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange autorisée.

Un contrat d'entretien peut être exigé par la Municipalité.

La Municipalité signale au Département tous les cas de construction ou de fonctionnement defectueux d'installations de ce genre et ordonne, conformément aux instructions du Département, les mesures propres à remédier à ces défauts.

#### **Déversements interdits**

**Art. 38.-** Toutes les substances dont le déversement à la canalisation n'est pas autorisé (déchets spéciaux notamment) doivent être éliminées selon les directives des autorités compétentes.

Il est en particulier interdit d'introduire dans les collecteurs publics, directement ou indirectement, les substances suivantes :

- gaz et vapeurs;

- produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs;
- purin, jus de silos, fumier;
- résidus solides de distillation (pulpes, noyaux);
- produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sables, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, huiles, graisses, etc);
- produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs à graisses et à essence, etc.

Le raccordement de dilacérateurs aux canalisations est interdit.

**Suppressions des installations particulières**

**Art. 39.-** Lors du raccordement ultérieur d'un équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la Municipalité.

Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

## **VI. TAXES**

**Descriptif**

**Art. 40.-** Les propriétaires de bâtiments directement ou indirectement raccordés au réseau communal d'évacuation des eaux usées (EU) et aux installations collectives d'épuration contribuent aux frais découlant de ces ouvrages en s'acquittant :

- 1) d'une taxe unique de raccordement au réseau EU, objet des articles 41 et 42 ci-après;
- 2) d'une taxe annuelle d'entretien et d'épuration, objet de l'article 44 ci-après.

**Taxe unique de raccordement**

**Art. 41.-** Pour les bâtiments (ou parties de bâtiment) affectés au logement, la taxe unique est fixée à :

- Frs. 3'800.- par unité locative, par quoi il faut entendre les locaux (cuisine, salle de bains, wc) constituant le noyau d'une unité d'habitation indépendante;

- Auxquels s'ajoutent Frs. 320.- par pièce habitable (salon, chambres de séjour et à coucher, bureau, etc), occupé ou non.

Le nombre d'unités locatives et de pièces habitables à prendre en compte pour le calcul de la taxe est établi par la Municipalité :

- Selon les indications fournies par le propriétaire en ce qui concerne les bâtiments existants, la Municipalité se réservant le droit de contrôler par elle-même l'exactitude des renseignements fournis;
- Sur la base des plans déposés en ce qui concerne les nouvelles constructions, ou en cas de transformation d'un bâtiment déjà raccordé.

Pour les bâtiments (ou parties de bâtiment) affectés à d'autres fins que le logement (industrie, artisanat, agriculture, commerce, établissements publics, etc), la taxe unique de raccordement est fixée à Frs. 320.- par équivalent/habitant (EH); le nombre d'EH étant déterminé dans chaque cas par la Municipalité en référence aux normes de l'Association suisse des professionnels de l'épuration (ASPEE).

**Complément de  
taxe unique**

Art. 42.- La Municipalité perçoit, aux conditions de l'article 41, un complément de taxe unique :

- a) pour toute unité locative, pièce habitable ou équivalent/habitant nouvellement créé par suite de transformation d'un bâtiment déjà raccordé;
- b) en cas d'affectation au logement d'un bâtiment (ou partie de bâtiment) précédemment affecté à d'autres fins en tenant compte, le cas échéant, des taxes uniques déjà perçues.

**Exigibilité de la  
taxe unique et du  
complément**

Art. 43.- La taxe unique de raccordement est exigible du propriétaire :

- dès l'entrée en vigueur du présent règlement dans le cas de bâtiments existants raccordés à cette date du réseau EU;
- dès le raccordement effectif, dans le cas de bâtiments existants pas encore raccordés.

Dans le cas de nouvelles constructions, la Municipalité perçoit un acompte représentant le 90 % de la taxe lors de l'octroi du permis de construire; la taxation définitive, acompte déduit, intervenant dès l'octroi du permis d'habiter (ou d'utiliser).

Le complément de taxe unique est exigible du propriétaire dès l'accomplissement des travaux de transformation.

**Taxe annuelle  
d'entretien et  
d'épuration**

**Art. 44.-** La taxe annuelle d'entretien et d'épuration est calculée, pour chaque bâtiment, proportionnellement au nombre de personnes (ou équivalent/habitant) occupant l'immeuble au 31 décembre.

Le montant à percevoir au terme de chaque exercice par personne ou EH s'obtient de la manière suivante :

<u>frais de fonctionnement d'épuration</u>	X	nombre de personnes ou d'EH recensés dans le bâtiment concerné, 1 EH comptant pour 0,6 habitant
nombre total d'habitant et d'EH épurés		

Les frais de fonctionnement comprennent le solde des frais d'amortissement (non couverts par la taxe unique), les frais d'intérêt, d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du réseau EU et des installations collectives d'épuration. Exonération des enfants jusqu'à 16 ans révolus.

**Exigibilité de la  
taxe annuelle**

**Art. 45.-** La taxe annuelle est exigible dès l'entrée en vigueur du présent règlement pour le solde de l'année en cours.

Dans le cas de nouvelles constructions ou de transformations, l'assujettissement prend effet au 1er janvier suivant l'octroi du permis d'habiter ou la fin des travaux.

Le propriétaire de l'immeuble au 1er janvier de l'année est responsable du paiement de la taxe prévue à l'article 45 au moment où elle est exigée. En cas de vente d'immeuble, le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

**Affectation -  
comptabilité**

**Art. 46.-** Le produit des taxes uniques et des compléments de taxe unique est affecté à l'amortissement du réseau communal d'évacuation des eaux usées.

Le produit des taxes annuelles d'entretien et d'épuration est destiné à couvrir les frais d'intérêt, d'entretien et de renouvellement du réseau EU ainsi que les frais découlant pour la commune de l'épuration du secteur d'Ussières par le SIEMV d'une part; de l'épuration du village par l'entente intercommunale d'autre part.

Le produit des taxes prélevées au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doit figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte de recettes affectées.

**Hypothèque légale** Art. 47.- Le paiement des taxes est garanti à la commune par l'hypothèque légale que lui confère les articles 189, lettre b) et 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.

**Exonération** Art. 48.- Les propriétaires de bâtiments non raccordable selon l'article 3 sont tenus de construire à leur frais une installation particulière d'épuration comportant un ouvrage de filtration. Ils sont de ce fait exonérés des taxes prévues dans le présent chapitre.

**Bâtiments isolés** Art. 49.- Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsqu'aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les taxes prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.

**Exécution forcée** Art. 50.- Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable.

La Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication succincte des motifs et des délais de recours au Conseil d'Etat. L'arrêté cantonal fixant la procédure pour les recours administratifs est applicable.

La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'art. 80 de la Loi sur la poursuites pour dettes et faillites (LP).

**Pénalités** Art. 51.- Celui qui, sans qu'il y ait délit au sens des articles 37 à 39 de la Loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution ou infraction punissable en application du code pénal au sens de l'art. 41 de la Loi fédérale, contrevient au présent règlement d'application ou aux décisions fondées sur ce règlement est passible de peines prévues par l'art. 40 de la Loi fédérale.

La poursuite a lieu conformément à la Loi cantonale sur les contraventions et, dans les cas visés par les articles 37 à 39 et 41 de la Loi fédérale, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

**Sanctions**

**Art. 52.-** La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la Commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'effraction.

En particulier, l'ensemble des frais liés au non respect des conditions de déversement fixées à l'art. 27 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisans n'ayant pas respecté les dites conditions.

**Recours**

**Art. 53.-** Les décisions municipales en matières de taxes sont susceptibles de recours dans les 30 jours auprès de la Commission Communale de recours en matière d'impôt, conformément aux articles 45 et suivants de la Loi cantonale sur les impôts communaux.

Art.54

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

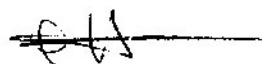
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 27 avril 1992.

Le SYNDIC

La Secrétaire

Jean-Daniel SAVARY

Suzanne MOUNIR



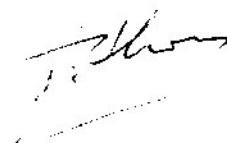
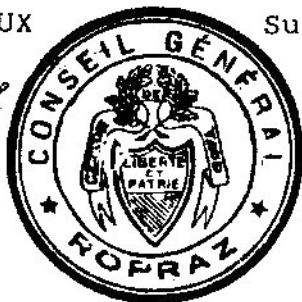
Adopté par le Conseil général dans sa séance du 25.6.92

Le PRESIDENT

La Secrétaire

François YBLOUX

Suzanne PITHON



Adopté par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud , dans sa séance du .14 AOUT 1992

L'attestent,

Le ~~PRESIDENT~~

LE CHANCELIER

